

MONDE

Attentat contre le ministre de la Défense français en Afghanistan. L'attaque a été revendiquée par les talibans, qui ont affirmé viser Gérard LONGUET, pour dénoncer « *l'invasion de l'Afghanistan par l'armée française* ». Le ministre, en visite depuis dimanche, n'était pas sur les lieux. Cet assaut en plein centre de la capitale afghane et en un lieu censé être l'un des plus protégés est un nouveau revers pour les forces de sécurité afghanes, appelées à prendre le relais des soldats de l'OTAN et assurer elles-mêmes la sécurité du pays d'ici à la fin 2014. Par ailleurs, un soldat français a été tué dans l'explosion d'une mine dans la région de Kapisa, à l'est de Kaboul, portant à 56 le nombre de soldats français morts depuis le déploiement des troupes dans le pays. Quelque 4.000 soldats français sont déployés.

Libye : des conseils au lieu d'armes. Après Londres, Paris et Rome ont annoncé l'envoi de conseillers militaires pour épauler le Conseil national de transition dans sa lutte contre les forces régulières. « *Je reste, pour ma part, tout à fait hostile à un déploiement de forces sur le terrain.* » Déclaration du ministre des Affaires étrangères, Alain JUPPE, qui s'exprimait devant la presse diplomatique, un mois après le début des frappes aériennes de la coalition. Il a rappelé que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'intervention militaire en Libye excluaient le déploiement des forces sur le terrain. Plus de 100 personnes ont été tuées en 48 heures à Nalout et Yefren, deux villes au sud-ouest de Tripoli pilonnées par les kadhafistes. A Misrata, un millier de personnes auraient péri en six semaines.

Fin de l'état d'urgence en Syrie ? Le gouvernement a annoncé une série de mesures destinées à libéraliser le régime, tout en rappelant qu'aucune manifestation d'opposition ne serait tolérée. Les forces de sécurité auraient tiré sur des centaines de manifestants rassemblés dans la ville de Homs.

Burkina. Blaise COMPAORE en difficulté. Le président a nommé un diplomate, Luc Adolphe TIAO, au poste de Premier ministre dans une tentative d'apaiser la révolte populaire. Blaise COMPAORE avait auparavant dissout le gouvernement de M. ZONGO au lendemain de nouvelles mutineries de soldats au sein de sa propre garde présidentielle. Il avait également remplacé les principaux chefs de l'armée et instauré un couvre-feu. « Nous sommes très inquiets. Je ne sais pas si c'est une simple mutinerie, d'une certaine façon il faudrait le souhaiter. C'est un pays important pour l'équilibre de la région », a noté le ministre des Affaires étrangères, Alain JUPPE.

La France déconseille la Syrie et le Burkina Faso. Le Quai d'Orsay recommande de différer les voyages non essentiels en Syrie et au Burkina Faso, sur son site Internet « *Conseils aux voyageurs* ». « *Compte tenu du contexte régional et des événements violents survenus ces dernières semaines* », « *il est recommandé de différer tout voyage non essentiel* » dans ces pays, indique l'avis. Aucune indication n'est donnée pour les Français y résidant.

Risques très élevés au Mali et au Niger. Il existe un risque « *très élevé* » de prises d'otages de ressortissants français, indique l'ambassade de France à Bamako dans une alerte publiée sur son site internet. L'ambassade précise que les informations qui lui sont parvenues concernant le Mali, font état de menaces élevées d'enlèvements de Français entre la région de Mopti(600 km au nord-est de Bamako) et la frontière avec le Burkina-Faso. « *Il convient d'éviter cette zone et de respecter scrupuleusement les consignes de sécurité* », selon l'ambassade.

Un nouveau sarcophage... pour le nucléaire ? La communauté internationale a débloqué 550 millions d'euros pour financer les travaux liés à la construction d'un nouveau sarcophage à Tchernobyl, à l'approche des vingt-cinq ans de la catastrophe nucléaire. L'objectif était de réunir les 740 millions d'euros qui manquaient pour la construction d'une nouvelle chape. Cette dernière sera bâtie par les sociétés Bouygues et Vinci. BAN Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, s'est rendu sur le site de la centrale ukrainienne et a appelé à un « *débat global* » sur l'énergie atomique.

Le français Areva choisi par Tepco, l'opérateur de la centrale nucléaire de Fukushima, pour décontaminer les 70 000 tonnes d'eau polluée qui inondent encore le site. Tepco a par ailleurs

reconnu qu'il faudrait au moins trois mois pour assister à une baisse sensible de la radioactivité émanant de la centrale abîmée par le séisme du 11 mars.

L'Italie renonce à son programme nucléaire. Le gouvernement de Silvio Berlusconi a annoncé « *une nouvelles stratégie énergétique* » dont les contours n'ont pas encore été dévoilés. Un référendum, promu par l'opposition, est prévu les 12 et 13 juin pour dire oui ou non au programme de retour à l'atome, abandonnée en 1987 par référendum après la catastrophe de Tchernobyl.

EUROPE

Finlande : percée nationaliste. Les conservateurs, membres de l'alliance gouvernementale sortante, ont remporté une très faible victoire aux législatives, où les nationalistes ont réalisé une percée historique en devenant la troisième force politique du pays. Sur les 200 sièges du Parlement, la commission électorale en a octroyé 44 à la Coalition nationale (conservateurs), 42 au parti Social démocrate (SDP) qui était dans l'opposition et 39 aux nationalistes de droite Vrais Finlandais qui font nettement mieux encore que ce que leur avaient laissé espérer les sondages. En termes de voix, les Vrais Finlandais obtiennent 19,0%, selon la commission électorale qui a enregistré une forte participation de 70,4% contre 67,9% lors des législatives de 2007. Le dirigeant du parti nationaliste a déjà annoncé son hostilité au plan de sauvetage du Portugal, dont il souhaite renégocier les modalités. Le Parlement finlandais a le droit de se prononcer sur les demandes de fonds de financement de plans de sauvetage de l'Union européenne.

La Commission demande une rallonge. La Commission européenne a demandé hier une hausse de 4,9% de son budget pour 2012, soit une hausse de 6,2 milliards d'euros par rapport à cette année, malgré le souhait de plusieurs pays membres de geler les dépenses. Pour Londres, c'est « *inacceptable* », « *disproportionné* » estime La Haye, deux capitales qui s'étaient jointes à Paris, Berlin et Helsinki pour exiger un gel du budget jusqu'en 2020. Pour François FILLON, « *les orientations de la Commission sont incompréhensibles* ».

Le banquier de l'Europe pourrait être Italien. Wolfgang SCHÄUBLE, l'influent ministre des finances allemand serait finalement prêt à soutenir la candidature du gouverneur de la Banque centrale italienne, Mario DRAGHI. La chancelière allemande, Angela MERKEL, pourrait toutefois désapprouver ce choix, en raison de désaccords avec M. DRAGHI sur la politique économique intérieure. En revanche, un soutien de la part de l'Allemagne serait décisif pour Mario DRAGHI. Jean-Claude TRICHET quittera la BCE à l'automne.

Les raisons de la colère franco-italienne. L'incident a provoqué la colère de Rome. Les autorités françaises ont bloqué les trains en partance pour la France de la gare de Vintimille, pour empêcher des migrants tunisiens, soutenus par les Français de l'association Train de la dignité, de venir en France. Le trafic, interrompu en fin de matinée, a finalement été rétabli en début de soirée. Le ministère italien a chargé son ambassadeur à Paris d'exprimer la « *vive protestation* » du gouvernement italien, mais la Commission européenne a donné raison à la France : « *Il semble que ça ne tombe pas sous le règlement de contrôle des frontières Schengen. Apparemment, ils ont le droit de le faire* », confirme Cecilia MALMSTRÖM, commissaire aux Affaires intérieures. La Commission a rappelé en outre aux autorités italiennes que les permis de séjour temporaires n'étaient en aucun cas une autorisation de voyager dans les autres pays l'espace Schengen.

25 députés paneuropéens ? C'est une proposition de la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen, dans la perspective des prochaines élections en 2014. Ces députés supplémentaires auraient pour particularité d'être élus sur des listes transnationales établies par les partis européens correspondants aux groupes politiques du Parlement. Le rapporteur du texte, le libéral britannique, Andrew DUFF, a expliqué cette démarche par la volonté « *d'utiliser pour la première fois les nouveaux pouvoirs dont nous avons hérité avec le Traité de Lisbonne, afin d'améliorer la légitimité populaire de cette maison* ». La proposition doit encore être approuvée en session plénière en juin. Il faudra encore convaincre les gouvernements européens, qui auront le dernier mot. Jusqu'ici, peu d'entre eux s'y sont montrés favorables.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Cuba infidèle. A l'occasion du congrès du PC de Cuba, le premier en 14 ans, Fidel CASTRO a officiellement cédé les rênes du parti unique qu'il dirigeait depuis 1965 à son frère Raul. Cette passation du pouvoir est marquée par une volonté de continuité dans le changement. En effet, le cadet des frères CASTRO a pris soin de s'entourer presque exclusivement de membres de la vieille garde. Quant aux réformes, notamment économiques, Raul CASTRO a soufflé le chaud et le froid,

reconnaissant la nécessité de libéraliser partiellement l'économie, mais réitérant son intention de « continuer à perfectionner le socialisme et de ne jamais permettre le retour du capitalisme ».

Dette américaine : la menace de Standard & Poor's. L'agence de notation avait, pour la 1^{ère} fois de son histoire, abaissé à « négative » la perspective d'évolution de la note de la dette des Etats-Unis, jugeant qu'il existe un risque que les responsables politiques ne parviennent pas à s'entendre à temps sur les méthodes à adopter pour réduire un déficit budgétaire béant. Le président américain a souligné sa confiance : « *Je pense que démocrates et républicains peuvent se mettre d'accord* », a-t-il martelé lors d'un discours dans une université de Virginie. Une nouvelle session parlementaire consacrée à la dette s'ouvrira début mai au Congrès.

Violences au Nigeria. Près de 200 personnes, essentiellement des chrétiens, ont été tuées depuis que Goodluck JONATHAN a été élu président du pays le plus peuplé d'Afrique. De violentes émeutes ont éclaté dans le Nord, à majorité musulmane et pro-BUHARI, preuve d'un clivage profond avec le Sud, essentiellement chrétien et pro-Jonathan. D'après la Croix-Rouge, elles auraient entraîné le déplacement de plus de 15.000 personnes et fait au moins 375 blessés.

Côte d'Ivoire. Le gouvernement du président ivoirien, Alassane OUATTARA, a tenu son premier conseil hors de l'hôtel du Golfe où il est installé depuis novembre, une nouvelle étape dans la normalisation voulue par le pouvoir, au lendemain d'une très timide reprise du travail des fonctionnaires. Bien que la sécurité ne soit pas encore totalement rétablie partout, notamment dans certains secteurs du quartier pro-GBAGBO de Yopougon, où des miliciens sont encore présents et des coups de feu sont entendus le jour et la nuit, le gouvernement a levé le couvre-feu et Licorne a remis aux autorités ivoiriennes le contrôle de l'aéroport international d'Abidjan.

POLITIQUE INTÉRIEURE

SARKOZY s'est levé tôt. S'exprimant devant les salariés d'une fonderie dans les Ardennes – là même où il avait prononcé le discours « à la France qui se lève tôt » en 2006 –, le président de la République a tenté de revenir sur le terrain du pouvoir d'achat en confirmant la mise en place d'une prime pour les salariés des entreprises versant des dividendes. Désireux de prouver qu'il n'a pas perdu sa fibre sociale, Nicolas SARKOZY a rappelé, devant un auditoire particulièrement touché par le chômage et les délocalisations, les efforts entrepris par son gouvernement pour que, « *malgré la crise, la France garde ses usines* ». Mais, pour la plupart des ouvriers présents dans la salle, il est déjà trop tard. « *Il est en campagne, comme les autres, mais on n'est pas dupes* », a réagi l'un d'eux une fois le discours terminé.

Primes contre dividendes. Le président de la République a précisé les contours de cette mesure destinée à donner un coup de pouce au pouvoir d'achat des Français. Plus de huit millions de personnes travaillent dans des entreprises de plus de cinquante salariés en France. Le premier ministre, François FILLON, a ajouté qu'un projet de loi serait préparé et présenté au Parlement avant l'été. La prime serait :

- obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés si celles-ci augmentent les dividendes versés à ses actionnaires. Les autres entreprises seront « incitées » à verser une prime (facultative, dont le montant serait laissé à la discrétion des employeurs) à leurs employés.
- jusqu'à 1.000 euros. Le gouvernement a fait savoir que ce montant pourrait être revu à la hausse lors de futurs arbitrages.
- soumise au même taux de cotisation sociale que les primes de participation, c'est-à-dire 8%.

Fonctionnaires au régime sec. Pour la 2^{ème} année d'affilée, les salariés du public ne verront pas d'augmentation sur leur feuille de paie, a annoncé le ministre du Budget.

Le retour de Ségolène ROYAL. En baisse constante dans les sondages depuis l'annonce de sa candidature aux primaires socialistes, la Présidente de région a rompu le silence qu'elle entretenait depuis plusieurs semaines dans les médias. Elle a choisi de répondre à Nicolas SARKOZY sur le pouvoir d'achat. « *La proposition que je ferai, quand je vois que les familles ont énormément de mal maintenant à faire deux repas, c'est de définir 50 produits de base dont les prix seraient bloqués* ».

PARLEMENT - SUSPENSION DES TRAVAUX JUSQU'AU MARDI 26 AVRIL

Union interparlementaire. 124^{ème} assemblée générale à Panama. Afin d'accompagner la transition en cours et dans l'attente des élections libres et régulières annoncées, l'UIP a décidé de maintenir le statut des parlements tunisiens et égyptien.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Fonctionnement des institutions de la Polynésie française. / Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets. / Approbation de l'accord avec la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales.

Communications. Sûreté nucléaire : agenda des rendez-vous internationaux. / La réunion du G20 Finances et les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. / La politique immobilière de l'État : il est évalué à environ 100 milliards d'euros.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

La semaine des records. Le prix de l'or explose. L'once d'or a franchi pour la 1^{ère} fois le cap des 1.500 dollars, porté notamment par la faiblesse du dollar, qui est au plus bas face à l'euro depuis janvier 2010. Le super sans plomb 95 a atteint 1,5383 euro/litre, ce qui constitue également un nouveau record historique en France. Le super sans plomb 98, lui, s'est vendu au prix moyen de 1,5752 euro/litre, atteignant là aussi un nouveau record.

L'électricité de plus en plus chère. Le gouvernement a concédé à EDF une hausse du prix de l'électricité nucléaire, à 42 euros le mégawat/heure au 1^{er} janvier prochain. L'Etat a décidé que le groupe devrait vendre à ses concurrents le quart de son électricité d'origine nucléaire pour un prix fixé à 40 euros le MWh à compter du 1^{er} juillet, puis 42 euros à partir du 1^{er} janvier 2012. Après cette annonce, le titre prenait 5,16% à 28,01 euros sur un marché en hausse de 0,42%, soit la plus forte progression du CAC 40.

L'alimentaire aussi. Hausse de 36% des prix mondiaux des produits alimentaires par rapport à il y a un an et demeurent instables, selon un rapport de la Banque mondiale.

http://www.banquemondiale.org/themes/crise-alimentaire/rapport/avril_2011.html

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Exit tax à la française. Depuis l'annonce de la création de cette imposition, beaucoup de réactions sont parvenues à la Rédaction. En réalité, très peu d'informations ont pour l'instant été données. Selon les argumentaires diffusés par le ministère des finances, il s'agirait d'une taxe « *pour dissuader l'exil fiscal* ». Voici l'intégralité de ce qui a été annoncé aux parlementaires jusqu'à présent :

« *Pour boucler le financement de la réforme, nous allons imposer les exilés fiscaux et les non-résidents, notamment avec une « exit tax » sur le modèle allemand, taxe qui existe dans d'autres pays européens comme les Pays-Bas, la Suède ou encore le Royaume-Uni. Cette taxe sera assise sur les plus-values sur titres constatées lors du transfert de la résidence fiscale hors de France et exigibles en cas de cession des titres dans les 8 années qui suivent. Cette mesure sera dissuasive car elle prive l'exilé de tout avantage fiscal !* » Le 11 mai prochain, un projet de loi sera présenté en Conseil des ministres. Le texte sera ensuite examiné au Parlement dans le courant du mois de juin.

JUPPE renoue les liens. Le ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, en visite en Tunisie, a annoncé une aide de 350 millions d'euros. Le chef de la diplomatie française – qui a rencontré le premier ministre par intérim, Béji Caïd ESSEBSI, – entend par ce geste raccommoder une relation bilatérale mise à mal par plusieurs couacs côté français avant et depuis la chute du régime de Ben ALI.

FILLON en noue d'autres. Le Premier ministre et son homologue kenyan, Raila ODINGA, ont signé à Matignon une « *déclaration pour un partenariat renforcé* » entre Paris et Nairobi, lequel prévoit notamment une « *intensification du dialogue politique* » entre les deux pays, qui organiseront des « *réunions régulières de haut niveau* », au moins une fois par an en France ou au Kenya.

Liban. Selon le site « *Conseils aux voyageurs* », plusieurs appels à manifester dans la ville de Tripoli (nord du Liban) ont été lancés pour les prochains jours. Les déplacements dans cette ville sont formellement déconseillés durant le week-end de Pâques (du 22 au 25 avril inclus).

Israël. L'exécution le 14 avril d'un humanitaire italien, enlevé la veille, vient rappeler les risques élevés encourus par les ressortissants étrangers dans la bande de Gaza. Une recrudescence des tirs de roquettes sur le territoire israélien depuis la bande de Gaza est constatée, avec plus de 70 attaques sur le pourtour immédiat de la bande. Fin mars, les tirs se sont multipliés sur les grandes

villes du Sud, Beer Sheva, Ashkelon et Ashdod. Une attention spécifique aux sirènes d'alarme et un suivi strict des consignes de la sécurité civile israélienne, disponibles sur le site internet de l'Ambassade de France, sont en particulier nécessaires.

Algérie. En raison des menaces actuelles dans la zone sahélienne, il est recommandé aux Français résidents ou de passage d'éviter tout déplacement dans les régions de Djanet et de Tamanrasset, même dans le cadre de circuits organisés par des agences agréées.

JUPPE est heureux. Alain JUPPE a indiqué qu'il comptait s'impliquer dans la campagne présidentielle « à la mesure de (ses) responsabilités de ministre des Affaires étrangères pour essayer de participer à tous ces débats ». « Et peut-être un peu plus. Je suis comme membre du gouvernement tout à fait solidaire de la politique qu'il (Nicolas SARKOZY) conduit et j'ai bien l'intention de m'engager à fond pour soutenir le candidat qui sera le nôtre, c'est-à-dire le président de la République actuel », a-t-il ajouté. M. JUPPE a fait valoir que sa relation de travail avec le chef de l'Etat faisait de lui « un ministre des Affaires étrangères heureux. C'est presque une surprise », a-t-il ajouté, en révélant qu'il avait refusé à l'été 2010 le Quai d'Orsay et en novembre lui avait préféré le ministère de la Défense, mieux doté financièrement, moins exposé et « plus à l'abri » de l'Elysée. Rendant hommage au travail des diplomates qu'il a retrouvé (« Je les respecte, je les considère, je les aime, ça leur fait plaisir et c'est pour ça qu'ils ne me détestent pas », a-t-il lancé), M. JUPPE s'est engagé à « se battre » pour leur budget.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La destination Japon de nouveau ouverte. Les voyageurs français ont annoncé la reprise des départs à partir du 30 avril. L'association des tour-opérateurs a précisé que les parcours seraient aménagés pour éviter les régions du nord du pays frappées en mars.

Quelques chiffres princiers... Le mariage du prince William et de Kate Middleton devrait générer une publicité exceptionnelle pour la Grande-Bretagne. Selon les responsables du secteur touristique, les noces attireront 600.000 touristes supplémentaires à Londres le 29 avril, portant le total à 1,1 million de personnes. Ces visiteurs pourraient dépenser 57 millions d'euros pour ce seul jour.

Tabac : et maintenant les photos. Les nouveaux paquets de cigarettes comportent au dos l'image provocante de poumons noircis ou de dents avariées de fumeurs. Mais buralistes et cigarettiers continuent de douter de leur efficacité.

Perdus de vue. 306.000 élèves en France ont quitté le système éducatif entre juin et septembre 2010. Le ministre de l'éducation, Luc CHATEL, a indiqué que « 60.000 sont en apprentissage aujourd'hui, 80.000 sont suivis par Pôle emploi et 166.000 sont des « perdus de vue » ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Visite virtuelle. Elle est proposée par le ministère de la Culture. Les bureaux de Frédéric MITTERRAND, rue de Valois, sont désormais ouverts. Le site du ministère de la culture propose en effet une visite guidée et virtuelle des bâtiments du Palais-Royal. <http://www.visite.culture.gouv.fr/>

Le jury. Uma THURMAN, Jude LAW, Olivier ASSAYAS, et Johnny TO font partie du jury du Festival de Cannes, qui sera présidé cette année par l'Américain Robert DE NIRO.

CARNET

Sports

Invincible Rocher. Le joueur de tennis et n°1 mondial, Rafael NADAL, a accompli l'exploit de remporter son 7^e titre consécutif au Masters 1000 de Monte Carlo.

Nominations

Jean-Marc SIMON est élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

Yves MAREK serait nommé ambassadeur à Monaco.

Stanislas BOCH-CHOMONT, jusqu'alors conseiller technique chargé des relations avec le Parlement et les élus au cabinet de Christine LAGARDE, est promu conseiller parlementaire.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr